



CONSULTATION ARCEP BILAN ET PERSPECTIVES 2012

Contact : Stéphane MERIRES
smerires@tf1.fr
06 80 48 07 70

Dans le cadre de la consultation publique lancée par l'ARCEP le 7 février 2012 sur la base de son analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre, OneCast souhaite apporter des réponses et des propositions pour définir au mieux le prochain cycle de régulation du dit marché.

Question 1	L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse sur le marché amont par des informations supplémentaires ou des points qu'elle n'aurait pas cités.
-------------------	---

Difficultés avérées de répliquabilité des sites du réseau principal :

OneCast constate la difficulté majeure à répliquer un site du réseau principal, notamment pour des infrastructures de 50 mètres et plus :

- orientations des antennes de réception
- disponibilité du foncier
- Sites de grande hauteur pour assurer une couverture large
- Villes ou associations de particuliers souvent réticents au développement de nouvelles infrastructures alternatives
- Zones géographique montagneuses, lieux protégés ne permettant pas d'envisager un projet d'infrastructure alternative

<u>Question 2</u>	L'Autorité invite les contributeurs à compléter son analyse des perspectives de la diffusion TNT, par des informations supplémentaires ou des points qu'elles n'auraient pas cités.
--------------------------	--

Le marché de la TNT en France est un marché en croissance.

En 2012 l'offre TNT s'élargira de 6 chaînes en haute définition (R7 et R8).

Le TNT est et restera le seul vecteur de distribution de la télévision que l'on peut qualifier d'universel.

Dans ce sens nous pensons que au-delà du cycle à venir 2012-2015 , il conviendra de poursuivre la régulation en 2015-2018.

<u>Question 3</u>	L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la définition du marché pertinent qu'elle propose.
--------------------------	--

Pertinence de la régulation :

En regard des réponses OneCast aux questions 1 et 2, et devant le caractère toujours hégémonique de TDF sur le marché, OneCast considère comme pertinent le marché amont de la diffusion TNT.

OneCast est en phase avec la définition de l'ARCEP.

<u>Question 4</u>	L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des 3 critères » au présent marché.
--------------------------	---

OneCast est en phase avec l'analyse de l'ARCEP.

<u>Question 5</u>	L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'analyse de l'Autorité concernant la situation de TDF sur le marché.
--------------------------	---

Nous sommes en phase avec l'analyse de l'ARCEP.

Flexibilité des contrats d'hébergement sur le marché amont :

OneCast constate que l'opérateur historique se refuse à proposer des durées de contrat autres que 5 ans. Cette durée proposée initialement par les opérateurs de multiplex lors du lancement de la TNT n'a pas à être pour autant figée ; l'associer au cycle actuel de réglementation est faux et vouloir l'intégrer dans le prochain cycle est dangereux pour le développement de la concurrence. En effet, OneCast s'est trouvé à plusieurs reprises dans l'impossibilité de répondre à la

demande légitime des opérateurs de multiplex du fait d'un engagement à 5 ans imposé par TDF pour les différentes prestations d'hébergement.

Au bénéfice d'une plus grande flexibilité de la concurrence et d'une utilisation juste d'infrastructures amorties, nous demandons à ce que ce point soit traité avec la plus grande vigilance par l'ARCEP, et que TDF soit contraint à proposer des offres équitables plus courtes (à partir d'une année).

Par ailleurs il est à noter le déséquilibre important concernant les conditions de sortie des contrats entre le marché amont et le marché aval, TDF imposant ses conditions générales de service sans aucune forme de négociation réelle et sérieuse.

Question 6	L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la proposition d'un encadrement tarifaire (pour les prestations imposées à TDF) issu d'un modèle technico-économique de réseau établi par l'ARCEP, ainsi que sur les différentes modalités envisagées.
-------------------	--

Définition et gestion de la liste des sites non-réplicables :

OneCast constate la quasi impossibilité de répliquer un site d'une hauteur de 50 mètres et plus. Plus généralement il est pratiquement impossible de répliquer un site du réseau principal.

OneCast propose que tous les sites du réseau principal et/ou tous les sites de 50 mètres et plus soient classés non réplicables.

En cas de réplcation d'un site réputé non réplicable , celui-ci passerait alors dans la catégorie des sites réplicables.

Malgré les difficultés majeures de réplcabilité, ce principe de régulation aurait pour effet de permettre aux opérateurs alternatifs de rechercher des sites alternatifs en étant relativement couvert en cas d'échec probable.

La mise à jour de la liste des sites non réplicables ne doit pas remettre en cause le principe énuméré précédemment.

Les sites non-réplicables doivent faire l'objet d'offres orientées coûts en tenant compte de l'amortissement effectif des différentes infrastructures , le calcul économique devant impérativement être effectué site à site.

Question 7	L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les autres évolutions envisagées en termes d'obligations mises en œuvre sur le marché
-------------------	---

OneCast préconise un statu quo sur les autres obligations de TDF qui permettent, selon nos observations, de favoriser le développement de la concurrence.